

L'Humanité



Rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 382

Jeudi 4 décembre 1975

LA MORT AU TRAVAIL

Depuis que des magistrats, à la fois progressistes et nourrissant des illusions quant à la nature de la justice bourgeoise, ont décidé de partir en guerre contre les patrons assassins *légaux* de milliers de travailleurs dans les usines et sur les chantiers, la bourgeoisie crie au scandale.

Les accidents du travail causent la mort de plus de trois mille ouvriers chaque année, et le nombre des blessés, dont beaucoup sont incapables de reprendre des activités normales, atteint plusieurs centaines de milliers.

Les raisons pour le patronat, c'est tantôt la *fatalité*, tantôt l'inobservation par les ouvriers des règles de sécurité.

La fatalité, chacun sait que cela n'existe pas. Par contre, les cadences infernales et la fatigue, les conditions de sécurité inappliquées sur certains outillages ou chantiers, cela existe réellement.

Ainsi ces jours-ci, un ouvrier de Hutchinson a trouvé la mort, écrasé par des marchandises qu'il transbordait d'un camion à un wagon SNCF. La fatalité, prétendent les patrons. Non, seules les conditions de sécurité sont en cause ; elles n'étaient pas appliquées...

Peut-on parler de scandale à notre tour ? Non, le scandale, c'est l'exception, c'est l'anormal !

Mais les accidents du travail ne sont pas l'exception ; ils sont dans la normalité du régime capitaliste où la classe dominante se moque bien de la vie ou de la santé d'un salarié.

L'accident du travail, c'est le quotidien entraînant la mort de huit travailleurs par jour dans notre pays.

Alors, pourquoi cela ? Pourquoi ces morts ? Pourquoi ces accidentés que l'on traite comme du bétail dans des hôpitaux surchargés ?

Ce n'est pas la fatalité, mais bien la loi du profit maximum qui, pour les patrons, passe avant la santé du peuple.

C'est pourquoi, sans s'illusionner sur une prétendue justice au-dessus des classes, frappant les coupables «des deux côtés», nous disons que les patrons en prison, même si leur séjour a la rapidité de l'éclair, sont les signes annonciateurs de bouleversements à venir.

Les accidents du travail sont une plaie de ce régime au même titre que le chômage, les bas salaires, et la vie chère.

Contre cette plaie, à l'usine ou au chantier, un seul remède : la lutte classe contre classe pour l'application immédiate, où c'est nécessaire, de conditions normales de sécurité.

Lutte indissociable de la préparation de la révolution prolétarienne instaurant le socialisme, seul régime permettant que la sécurité des travailleurs soit véritablement prise en compte.

Bombardements sionistes au Liban : 111 hommes, femmes, enfants tués ; 140 blessés

SIONISTES, ASSASSINS !



Voyez ces enfants palestiniens assassinés. Ils ont été victimes des bombes sionistes lors d'un précédent bombardement au Sud-Liban. Si nous publions cette photo terrible, c'est parce qu'il faut qu'enfin, ici, l'on sache ce qu'est le sionisme. Cette photo aurait pu être celle d'enfants juifs assassinés il y a 30 ans par les nazis. Partout, toujours, le fascisme a le même visage. Nazisme et sionisme sont des frères jumeaux (articles page 8).

31^e anniversaire de la République populaire d'Albanie

SOIRÉE D'AMITIÉ FRANCO-ALBANAISE

Vendredi 5 décembre à 20 heures – Grande salle de la Mutualité

sous la présidence du professeur Milliez et en la présence de Monsieur l'Ambassadeur de la République populaire d'Albanie.

ORGANISÉE PAR L'ASSOCIATION DES AMITIÉS FRANCO-ALBANAISES



A PARIS-RHÔNE :

Les travailleurs ne laisseront pas brader leur lutte

Vendredi 28, le Comité de grève de Paris-Rhône avait organisé un gala de soutien aux grévistes, qui fut un grand succès (plus d'un millier de personnes présentes). Cela a rapporté la somme de plus d'un million d'AF.

Des militants de la CGT étaient également présents malgré que leur organisation se soit retirée du comité de grève, ce qui est très positif et contribue à l'isolement des révisionnistes du PCF qui ont tout fait pour saboter la grève.

Un camarade de la CFDT a fait le point : l'accord conclu entre la direction et FO n'a aucune valeur. Il vise à tromper les travailleurs en lutte et à leur faire croire que le travail reprend lundi.

Il est plus que jamais nécessaire de continuer la lutte jusqu'à la victoire totale.

Le fait que toute la salle se soit levée d'un seul élan en brandissant le poing et en chantant l'Internationale montre

très clairement la réelle combativité.

Les dirigeants CGT, quant à eux, continuent leur œuvre de sabotage : pour Mouterde, de l'Union départementale CGT, le comité de grève auquel participent de nombreux ouvriers, est «une secte politiciarde, qui s'en est donnée à cœur joie pour cultiver le mythe de la grève exemplaire, et une solution qui sert les intérêts du patronat» !

Quant aux revendications avancées par les dirigeants CGT, au mépris de l'avis de la masse des travailleurs, elles sont bien en-dessous des 250 F par mois réclamés. Qu'on en juge : 50 F au moment de la reprise du travail, 3 % d'augmentation au 1er décembre et de 3 à 6 % modulés (!) entre le 1er janvier et le 1er avril.

Donc guère plus que ce que propose la direction (2,5 à 3 %). Mais les ouvriers ne se laisseront pas tromper. La lutte continue.

Correspondant HR

GRENOBLE

Centre de recherches de l'Institut d'études politiques
POUR LES DIRIGEANTS DE LA C.G.T. :

TRAVAILLER A PLEIN TEMPS AU MEME SALAIRE QU'À MI-TEMPS...

«Pour résoudre les difficultés du CERAT», le délégué CGT n'a rien trouvé de mieux que de proposer à la direction de muter dans un autre secteur de l'université une secrétaire qui se trouvait en congés de maladie. Cette secrétaire qui était syndiquée à la CGT, perd ainsi les avantages acquis au long de 10 ans d'ancienneté (échelons, indice, Asse-dic). Elle voit son salaire passer de 1 200 F à 766 F !

Informée de ce qui lui arrive, la secrétaire est allée trouver la section CFDT qui s'efforce de mener la lutte (action de protestation aussi large que possible, pétition signée par tout le personnel du Centre...) pour faire reculer la direction et faire cesser de telles pratiques dirigées contre le petit personnel.

Depuis que la CFDT s'occupe du cas de cette employée, le délégué CGT explique qu'il a fait ce qu'il a pu en essayant de convaincre cette secrétaire d'accepter un poste à temps plein pour un même salaire (1 200 F) que son travail à mi-temps.

Le délégué CGT joue les

Ponce Pilate en essayant de monter les salariés les uns contre les autres, il reprend en fait les arguments des patrons : «Il y a les travailleurs efficaces dont on peut s'occuper, et des non-rentables qui doivent bien comprendre qu'on ne peut rien faire pour eux».

Correspondant HR

CHEZ SATAM C'EST LA REPRISE

Sur les dernières propositions de la direction, vendredi dernier, les travailleurs de l'usine Satam devaient voter sur la continuation ou pas de l'occupation : après une assemblée houleuse où plusieurs positions devaient s'affirmer, 55 % des présents étaient d'accord pour continuer. Lorsque on apprit que lundi matin le juge des référés, auprès duquel la direction avait porté plainte pour occupation, décidait de faire évacuer l'usine par la police si les grévistes ne partaient pas d'eux-mêmes, que la direction enlèverait les quelques miettes qu'elle avait lâchées si les travailleurs ne reprenaient pas le travail tout de suite ; la situation devenait de plus en plus confuse.

Sous les pressions inacceptables : menaces de répression par les flics, menaces de sanctions par la direction, les travailleurs, non sans une profonde rancœur, devaient décider de reprendre le travail ; il est vrai que pour cela, les secrétaires de l'Union locale CGT et du syndicat des Métaux qui, jusque là avaient brillé par leur passivité, étaient bien présents.

La reprise n'était même pas encore clairement décidée que la Mairie (PCF) venait rechercher les matelas et le chauffage qu'elle avait prêtés aux grévistes.

Certains travailleurs, qui ont leur carte du PCF, s'interrogent ; d'autres étant à la CGT discutent sur l'éventualité de créer une section CFDT.

Dans toute lutte, même si elle se termine par un échec, nous devons en tirer les conclusions : se donner tous les moyens pour tenir le plus possible, se poser toujours la question : qui sont nos amis, qui sont nos ennemis ?

Correspondant HR

Haute-Savoie :

DEUX AGRICULTEURS ASSIGNES EN JUSTICE

Le 19 novembre devant le tribunal de grande instance d'Annecy, deux agriculteurs étaient jugés sur plainte de l'entreprise Wessafic.

Qui est Wessafic ? Il s'agit d'un trust multinational issu de la fusion de deux sociétés françaises et des Pays-Bas et qui possède des usines de production dans de nombreux pays d'Europe occidentale.

Ce trust vend aux agriculteurs une poudre de lait pour l'engraissement de veaux de boucherie.

Depuis plusieurs mois, des éleveurs de 11 départements ont eu de graves accidents sur leurs élevages de veaux après avoir utilisé cette poudre de lait. Alors que la firme annonçait à grands frais de publicité une croissance rapide et économique des veaux, l'éleveur constatait : des retards importants de croissance au départ ; des taux de mortalité anormaux (30 à 35 %) ; une surconsommation d'aliments pour une croissance très inférieure à la normale.

Ainsi, deux agriculteurs, les frères Métral, liés à la firme Wessafic accumulèrent des pertes financières importantes dues à la mauvaise qualité de la poudre de lait. Aujourd'hui Wessafic assigne les frères Métral en justice pour avoir refusé de payer les dernières livraisons de poudre de lait.

Le jour du procès, une quarantaine d'agriculteurs, à l'appel du Comité de défense des éleveurs intégrés, occupèrent la salle d'audience pour manifester leur solidarité, malgré la conspiration du silence faite autour de l'affaire. La direction départementale du syndicat agricole (FDSEA) prenait bien soin de n'appeler à la solidarité que localement, et les seuls éleveurs de veaux du département. «Les autres agriculteurs ne se sentant pas concernés» ont osé dire leurs dirigeants ! Voilà qui en dit long sur leur conception du syndicalisme.

Des Paysans-Travailleurs venus de différents départements de la région

Rhône-Alpes (Haute-Savoie, Isère, Drôme) étaient présents pour défendre concrètement les frères Métral. L'absence du MODEF (syndicat à la solde du R.C.F.) n'a surpris personne. Peu de gens, ici, ne s'illusionnent sur leur volonté de défendre les petits et moyens paysans.

A la sortie du procès, dont le jugement doit être rendu le 3 décembre, les Paysans-Travailleurs avec des éleveurs du Comité de défense des éleveurs intégrés dénoncèrent l'exploitation dont sont victimes les petits et moyens paysans et la sous-rémunération de leur travail.

Ils ont rappelé que l'objectif de cette lutte était d'obtenir la solidarité de tous les paysans petits et moyens pour refuser la reconnaissance des soi-disant «dettes» des frères Métral, et imposer à la firme Wessafic le paiement des heures de travail des frères Métral.

Correspondant HR



GRADIGNAN (près de Bordeaux)

Les travailleurs de l'Electronique appliquée s'opposent à la répression

L'Electronique appliquée (ELA) de Gradignan, dans la banlieue de Bordeaux, fabrique des appareils de surveillance médicale (stimulateurs cardiaques, etc.) ainsi que du matériel militaire.

Elle emploie 260 personnes — 200 OS et OP, et 75 % de femmes — et sa réputation n'est plus à faire en ce qui concerne les bas salaires et les mauvaises conditions de travail.

Depuis la grève de 1968, où la section CGT avait été détruite sous les coups de la répression patronale, il n'existait pas de délégués du personnel et la direction faisait la pluie et le beau temps, se contentant, au niveau des salaires, d'appliquer le minimum fixé par la fédération patronale de la métallurgie.

En 1973, une section syndicale était créée. Elle intervenait auprès de l'inspection du Travail pour exiger des élections de délégués du personnel et de délégués au comité d'entreprise (CE).

La direction réagissait en mettant en place une jeune section CFTC et en multipliant chantages et pressions. Le PDG descendait de Paris et se déclarait prêt à «virer 50 travailleurs si la CFDT passait aux élections».

Depuis ce jour, menaces et sanctions sont le lot des syndiqués CFDT. La direction refuse toute reconnaissance syndicale, elle repousse systématiquement les revendications et fait entériner ses décisions par un CE où ne trônent que des gens de la CFTC.

Devant cette situation un débrayage est décidé le 31 octobre, avec dépôt de revendications à la direction.

Face au nouveau refus de la direction, la grève est votée par une large majorité du personnel de production. Aussitôt la popularisation et le soutien financier à la lutte s'organisent. L'imagination est débordante et les initiatives nombreuses : collectes de solidarité dans les entreprises de la région, etc.

Par deux fois la direction, qui refuse toute discussion, tente d'imposer un protocole d'accord, véritable provocation qui ne tient pas compte des revendications des grévistes. Ceux-ci répliquent par la mise en place de piquets de grève le 14 et le 25 novembre.

Chaque fois la réaction est immédiate. Les flics interviennent, un vigile ouvre le feu sur les grévistes (voir notre édition du 29 novembre). Mais un mois de grève n'a pas émoussé la combativité des travailleurs d'ELA et ils étaient nombreux le 28 novembre au soir à la manifestation organisée contre la répression.

Aussi quelle ne fut pas l'indignation de ces travailleurs lorsque l'un des faux communistes dirigeant la CGT appela à la dispersion avant même que la manifestation se soit ébranlée. Dans l'incapacité de récupérer cette juste lutte classe contre classe pour l'amener ensuite dans le sillage du Programme commun, les dirigeants de la CGT préféraient saboter le rassemblement en convoquant les travailleurs présents à la manifestation du 2 décembre prévue dans le cadre des journées nationales «d'action».

L'effet de surprise passé, l'indignation fit place à la colère et les grévistes d'ELA, soutenus par des travailleurs d'autres entreprises, déjouèrent la tentative de sabotage en décidant de maintenir la manifestation. Et pendant que celle-ci s'ébranlait, les bonzes du PCF-CGT restèrent piteusement sur les marches du lieu de rassemblement.

Pendant 3/4 d'heure la manifestation défila dans la rue Ste-Catherine en scandant les mots d'ordre :

- Dissolution des milices patronales !
- On ne travaille pas avec les flics dans le dos !
- De l'argent et pas du plomb ! Les travailleurs d'ELA vaincront !

Aujourd'hui les grévistes entament leur deuxième mois de grève. Le PDG parisien Buffet-Beuregard, compagnon de la Libération, dont les amis pullulent dans les ministères, ne veut toujours pas céder. Il envoie pour le lundi 1er décembre son conseiller juridique. Celui-ci n'aura sans doute dans sa serviette que du vent.

Mais ce ne sont pas les travailleurs d'ELA qui se font des illusions. Leur moral reste très élevé, la détermination à vaincre aussi.

Soyons assurés de la victoire.

Correspondant HR.

(Pour tout contact avec les grévistes, écrire ou passer à la MJC de Gradignan).

la France des luttes

CONFECTION INDUSTRIELLE DU PAS-DE-CALAIS

(CIP-ex-Bailleul)

TOUR DE FRANCE DE L'EMPLOI

Rappelons que l'entreprise est composée de 4 ateliers (à Haisnes, Houdain et Nœux dans le Pas-de-Calais, et un à Hazebrouck dans le Nord) et emploie 700 personnes (majorité de femmes).

Le travail (fabrication de chemises, pyjamas, etc.) se fait à la chaîne.

En avril 1975, la direction ferme les ateliers de Nœux et Houdain (200 licenciements). Après 3 semaines d'occupation, la direction est contrainte de rouvrir les ateliers. Mais la direction poursuivant son plan annonce le 10 juillet la cessation totale d'activité au 31 juillet, ce qui veut dire : 700 licenciements.

Depuis le 18 juillet les ouvriers et ouvrières de Haisnes, soutenus par la section CFDT, occupent leur entreprise (et continuent la production).

Ils sont organisés en commissions : comité de grève, popularisa-

tion, organisation du travail, finances.

Ils reçoivent l'aide des ouvriers de la «Française de mécanique» pour réparer les machines. De leur côté ils aident et soutiennent les travailleurs de Dezombre (chemiserie) eux aussi en lutte contre les licenciements.

Ils ont décidé un «tour de France de l'emploi» (en deux équipes) pour :

1) rencontrer les travailleurs qui comme eux ont lutté et luttent encore pour défendre leur emploi.

2) dire au plus grand nombre de travailleurs leur situation et leur lutte.

3) appeler les travailleurs à la solidarité.

Fin novembre, la première équipe est passée à la Coframaille à Schirmeck, à Mulhouse, Besançon, Lyon, Romans, Alès et Annonay. La 2^e équipe à Fiers, Fougères, Cholet, et sera le 2 décembre à Bordeaux, le 5 à Bolbec.



St-Gobain-la-Chapelle :

Contre la répression patronale 5^e JOUR D'OCCUPATION

Depuis le 27 novembre les travailleurs de St-Gobain, fabrique de verre, à La Chapelle (près d'Orléans) occupent leur usine.

Cette occupation est la juste réponse des travailleurs à l'aggravation de leurs conditions de travail et de vie. En effet, depuis plusieurs mois ils sont contraints au chômage partiel (36 heures au lieu de 40), ce qui pèse lourdement sur leurs salaires, alors que dans le même temps l'intensification du travail s'accroît.

Aujourd'hui ils en sont à leur 5^e jour d'occupation pour les salaires, l'emploi, la retraite, les conditions de travail, pour s'opposer aux mesures répressives de la direction, et exigent le retrait des sanctions, la définition des

postes de sécurité, l'indemnisation des heures de grève.

Et ils appellent tous les travailleurs du trust St-Gobain à soutenir leur lutte.

A l'heure actuelle une lutte se développe parmi les grévistes pour la présence au comité de grève de tous les travailleurs, syndiqués ou non, les dirigeants du PCF ont refusé. Dans cette lutte pour l'unité des travailleurs les militants du PCR(ml) s'opposent aussi aux révisionnistes du PCF dans leur entreprise de division.

Ce n'est qu'avec l'unité la plus large à la base et dans l'action que les travailleurs arracheront la victoire et démasqueront les traîtres au prolétariat.

Correspondant HR.

L'anesthésie par acupuncture

Une grande victoire de l'union de la médecine traditionnelle et de la médecine occidentale

RÉCIT D'UNE DÉLÉGATION FRANÇAISE DE RETOUR DE CHINE

Nous avons visité soigneusement trois hôpitaux et de nombreux dispensaires dans les villes et les campagnes et chaque fois, nous avons longuement discuté avec le personnel administratif et le personnel soignant.

De ces discussions, il ressort que la médecine traditionnelle chinoise a plus de 2 000 ans d'expérience ; 2 000 ans au cours desquels elle n'a pas cessé de perfectionner l'usage des plantes médicinales et de l'acupuncture.

Au cours du XIX^e siècle, la médecine moderne, communément appelée « médecine occidentale » de par son origine, fut introduite avec l'arrivée des missionnaires. Tout nouveau, tout beau : cette médecine devint à la mode auprès des praticiens qui se détachèrent peu à peu de la médecine traditionnelle chinoise. Celle-ci fut qualifiée de « non scientifique », d'« obstacle » au développement de la médecine moderne. Elle fut évincée des grands hôpitaux urbains et même frappée d'interdit en 1929 alors que le peuple y était très attaché.

UNE MÉDECINE NOUVELLE...

Après la fondation de la République populaire, le 1^{er} octobre 1949, la barrière artificiellement dressée entre les deux médecines fut démolie. Bientôt la discrimination et l'antagonisme firent place à de nouveaux rapports d'union et de coopération et à l'étude réciproque des expériences entre les médecins des écoles traditionnelle et moderne. En effet, comme l'enseigne le président Mao : « Que l'ancien serve l'actuel, que ce qui est étranger serve ce qui est national. » C'est lui qui préconisa aussi d'unir les travailleurs médico-sanitaires, nouveaux et anciens, de la médecine chinoise et de la médecine occidentale, en un solide front uni, afin de lutter pour le développement de la grande œuvre de l'hygiène populaire.

Or les trois hôpitaux que nous avons visités nous ont montré à quel point les médecins chinois s'efforcent de créer une médecine et une pharmacologie nouvelles qui, différentes de la médecine et de la pharmacologie anciennes et occidentales prises isolément, en réunissent les avantages. C'est ainsi qu'il est fréquent que deux médecins des deux médecines collaborent pour l'établissement du diagnostic et la prescription des soins. Il en va de même dans le domaine de la recherche, notamment contre le cancer.

...AVEC DE NOUVEAUX MÉDECINS

Sous l'influence de la médecine occidentale, les médecins chinois avaient tendance à s'enfermer dans leur hôpital ou leur cabinet urbain et se limitaient à traiter les cas qu'ils estimaient les plus intéressants. Ainsi se coupaient-ils du peuple et plus encore des campagnes où plusieurs centaines de

millions de paysans étaient livrés à eux-mêmes et aux maladies. Mais le 26 juin 1965, le président Mao conseilla d'« axer le travail médical et sanitaire sur les régions rurales ».

Ainsi allait-on combler l'immense vide sanitaire des campagnes. Mais comment faire avec un corps médical encore très limité ? C'est alors que se multiplièrent les médecins issus du peuple, dont les connaissances médicales acquises à la faveur de

C'est ainsi que durant la dernière décennie, il a été formé un million de médecins aux pieds nus au service des paysans qui représentent 80 % de la population.

Cela va plus loin encore lorsque l'on constate que les enfants des écoles et les adultes apprennent à se soigner eux-mêmes en cas de petites maladies, soit par l'usage de l'acupuncture, soit par des plantes médicinales (il y en a 550 variétés) qu'ils ont parfois cultivées eux-mêmes (nous avons



Sur notre photo : des travailleurs médicaux de l'Institut de recherches sur la tuberculose de Pékin opèrent du poumon un patient maintenu avec succès sans anesthésie à l'aide d'une seule aiguille.

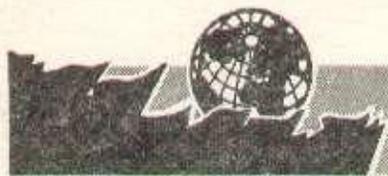
divers stages organisés sur place par les médecins venus des villes se situent à mi-chemin entre nos infirmiers et nos médecins diplômés, médecins travailleurs qui continuent à travailler aux champs (d'où leur appellation de « médecins aux pieds nus », car ils continuent à travailler pieds nus dans les rizières) mais qui peuvent intervenir à tout moment auprès de leurs camarades de travail et leur donner les premiers soins. Notons que ces médecins de base se retrouvent également dans chaque atelier d'usine (médecins ouvriers) et dans chaque quartier, ce qui en définitive constitue un réseau sanitaire extrêmement dense et d'une grande efficacité contre les maladies courantes.

visité des jardins de plantes médicinales en annexes des hôpitaux et dans les communes populaires). C'est là l'apparition d'une médecine véritablement populaire et de masse d'un type entièrement nouveau.

Elle est d'autant plus précieuse qu'en temps de guerre, elle n'exige que peu de moyens tout en étant très efficace.

La généralisation de cette médecine est une des tâches fondamentales de la préparation du peuple à toute agression étrangère.

C'est un facteur supplémentaire de sécurité et de résistance.



Dossier Italie (4)

LES AUTRES ORGANISATIONS SYNDICALES : L'UIL

Elle s'est constituée, elle aussi, en mars 1950, par la fusion de membres de la FIL qui refusaient d'entrer à la CISL et un certain nombre de syndicats autonomes. Dès sa création, elle a une orientation précise, dictée par un double refus : refus de l'orientation communiste de la CGIL, refus d'adhérer à un syndicat considéré comme confessionnel et trop lié au gouvernement. Elle prétend donc se poser en troisième force du mouvement syndical.

Mais elle est elle-même traversée de luttes entre les trois tendances qu'elle regroupe : socialistes, républicains et sociaux-démocrates. Les clivages portent particulièrement sur la question de l'unité : les socialistes sont pour sa réalisation rapide, républicains et sociaux-démocrates s'y opposent.

Se disant « syndicat de dialogue », elle a longtemps prétendu avancer des revendications salariales modérées, en rapport avec la conjoncture. Aussi n'est-elle pas fondamentalement opposée à l'élaboration négociée d'une politique globale des revenus. De même elle revendique une intervention plus grande des pouvoirs publics dans les secteurs à caractère monopolistique (électricité-avant la nationalisation - téléphone, etc.), la réduction des déséquilibres régionaux, par l'implantation d'industries dans le Sud, des déséquilibres de structures et du sous-emploi par des mesures favorisant la mobilité de la main-d'œuvre.

Consciente de son caractère minoritaire, l'UIL se montre plus que prudente sur les

questions touchant les formes d'organisation. Ainsi estime-t-elle que le délégué ouvrier doit être avant tout un « homme de syndicat », et que sa désignation doit se faire en tenant compte de la nécessité que soient représentés dans le conseil d'usine toutes les organisations syndicales. Pleine de méfiance à l'égard du spontanéisme de la base, elle souhaite limiter les pouvoirs des conseils ouvriers et des délégués d'atelier. Sur la question de l'unité syndicale, l'UIL s'est opposée à la réalisation d'une confédération unique, jugeant que les positions défendues par les trois organisations n'étaient pas toutes convergentes : notamment, certaines initiatives de la CGIL en matière de revendications salariales sont considérées comme excessives.

Par contre, elle s'est retrouvée aux côtés de la CISL pour prôner dès le début l'intégration européenne et l'adhésion à la Confédération internationale des syndicats libres.

Comptant actuellement environ 900 000 adhérents, l'UIL recrute principalement dans l'industrie, dans le Nord, et parmi les employés du commerce. Les secteurs où elle est le plus représentée sont notamment l'industrie métallurgique (120 000 adhérents), chimique, l'alimentation, les mines.

Son organisation interne est caractérisée par une assez grande décentralisation, plutôt axée sur le plan vertical (40 fédérations).

Sa presse comporte un hebdomadaire : « Lavoro italiano », tirant à 600 000 exemplaires et diffusé par les fédérations.

PORTUGAL

Echec à l'URSS

Huit jours après le déclenchement de la rébellion ouverte des parachutistes de la base de Tancos et sa défaite retentissante, la situation politique et militaire est bien décantée au Portugal où le VIème gouvernement cessant sa « grève », a repris fermement en main la réorganisation de l'État.

Cette semaine agitée se traduit par un échec éclatant du camp pro-soviétique dans le pays, notamment du PCP, inspirateur et cerveau véritable de la tentative d'insurrection.

Dans l'armée, les trois officiers supérieurs qui directement ou indirectement, servaient ses intérêts, le général Otelo de Carvalho, le général Fabiao et l'amiral Rosa Coutinho ont été écartés de l'Etat-Major militaire et du Conseil de la révolution où les pro-soviétiques ne disposent plus que d'un seul sympathisant. Les arrestations qui ont eu lieu parmi les militaires visent essentiellement des officiers compromis avec le PCP. C'est le cas de Corvacho, qui avait trempé dans la création des SUV, des commandants de la police militaire et du RALIS (régiment de l'armée de terre de Lisbonne), du lieutenant colonel Metelo,

ministre de l'Intérieur du IVème gouvernement.

Les recherches des armes distribuées par le PCP et ses acolytes à leurs milices parallèles se poursuivent activement.

En annonçant la levée de l'état de siège dans la région de Lisbonne, le président de la République a pu rendre un vibrant hommage à la maturité politique du peuple portugais « qui connaît parfaitement où est la légitimité révolutionnaire et fera tout pour la sauvegarder ».

L'agressivité des pro-soviétiques ne cessera pas pour autant et au Portugal les luttes révolutionnaires pour l'indépendance et la démocratie sont certes loin d'être terminées, d'autant plus que la droite pro-américaine a largement profité de la confusion récente pour relever la tête. La tendance à la conciliation avec le PCP pro-soviétique et social-fasciste demeure dans certains milieux politiques. Mais, après les élections et les événements de l'été dernier le peuple portugais vient une nouvelle fois d'infliger un cinglant démenti à ceux qui, prétendant parler en son nom, cherchent en fait à l'enchaîner au char du social-impérialisme russe.

UNE DÉLÉGATION DU PARTI MARXISTE-LÉNINISTE DES PAYS-BAS EN CHINE

Dernièrement, une délégation du Parti marxiste-léniniste des Pays-Bas, conduite par le camarade Petersen, a rencontré à Pékin le camarade Kong Piao, membre du Comité central et directeur du département de liaison internationale du Comité central du Parti communiste chinois.

Nos camarades néerlandais ont effectué une visite en Chine, notamment à Tating.

U.R.S.S. : DROGUE ET ALCOOLISME

La drogue et l'alcoolisme font de tels ravages dans l'URSS du capitalisme restauré que, comme tout parlement bourgeois, le soviét de la Cour suprême a été obligé de les discuter dans sa dernière session.

Un institut faisant la synthèse des différentes méthodes de lutte contre la drogue vient même d'être récemment créé à Leningrad.

L'hebdomadaire « Litteraturnyia gazeta » cite des chiffres alarmants sur la progression de l'alcoolisme dans certains régions où la consommation moyenne de vodka par personne est passée de 8 litres par an en 1963 à 28,5 litres en 1973. La population dépense en moyenne 115 fois moins pour s'acheter des livres que pour se procurer de la vodka. La revue précise enfin que l'an dernier 600 000 conducteurs soviétiques ont été appréhendés pour conduite en état d'ivresse. Voilà bien des manifestations évidentes de la restauration du capitalisme en URSS.

L'EXEMPLE DE L'ANGOLA

Le journal grec « Acropolis » affirme dans un commentaire que ce qui se passe aujourd'hui en Angola, à savoir l'intervention soviétique dans les affaires intérieures de ce pays, pourrait se produire un jour en Europe.

Il déclare notamment : « Étant donné que l'URSS s'immisce sans scrupule dans les affaires intérieures de l'Angola, nous n'avons aucun moyen de garantir que les Russes ne chercheront pas à saisir l'occasion de faire de même en Europe. La signature des accords d'Helsinki n'empêche pas les Russes de faire tout ce qui leur plaît, et ne pourra pas non plus les empêcher d'agir de même en Europe. »

O.N.U. : VERS L'ÉTABLISSEMENT DE ZONES DÉNUCLÉARISÉES

La première commission de l'Assemblée générale de l'ONU a adopté plusieurs projets de résolution sur l'établissement de zones dénucléarisées ou de paix dans l'océan Indien, le Pacifique méridional et en Amérique latine. Au cours des débats, les superpuissances qui se livrent à une vive compétition militaire dans l'océan Indien, ont été vigoureusement dénoncées par les pays du tiers monde.

L'URSS, notamment, a été vivement prise à partie par les pays latino-américains. Ceux-ci lui ont publiquement reproché de n'avoir pas encore signé le traité visant à l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine. Lors des votes finaux, URSS et USA se sont abstenus tandis que la Chine, comme l'ensemble du tiers monde, votait pour ces mesures antihégémoniques.

Fin de la 18^{ème} session de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

LES SUPERPUISSANCES VIVEMENT CRITIQUEES

La 18^{ème} session de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture s'est tenue à Rome du 8 au 27 novembre. Plus de cent pays ont participé à cette session.

Au cours de celle-ci, les représentants de certains pays moyens et petits ont souligné la nécessité de changer les anciens rapports économiques mondiaux reposant sur l'exploitation et d'instaurer un nouvel ordre économique international. Ces pays ont indiqué également, que la lutte menée par les pays en voie de développement dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture devait être étroitement liée à celle menée pour conquérir et sauvegarder l'indépendance économique et politique, et pour se débarrasser du pillage et du contrôle du colonialisme, de l'impérialisme et de l'hégémonisme.

Certains représentants ont attaqué l'URSS pour avoir acheté d'énormes quantités de céréales à l'extérieur et ainsi porter préjudice à la sécurité alimentaire mondiale.

D'autres ont vivement critiqué «la stratégie céréalière mondiale» avancée par les USA, dont le but inavoué est l'utilisation des céréales au service de leur politique d'exploitation, de contrôle et d'ingérence.

FIN DE LA CONFERENCE DES EXPERTS POUR LE «DIALOGUE» ARABO-EUROPÉEN

A la fin de la semaine dernière s'est clôturée la 3^{ème} conférence des experts pour le «dialogue» arabo-européen à Abou-dhabi.

Le communiqué indique que cette conférence «a porté le dialogue du stade de préparation à celui de fixation des objectifs du dialogue et des moyens de les réaliser».

Le côté arabe a présenté des projets d'étude et des propositions sur le développement économique dans le monde arabe relatif au transfert de technologie, à la coopération commerciale et financière.

DEMAIN UNE NOUVELLE BANDE DESSINÉE

Après la bande dessinée sur un épisode de la résistance italienne en 1943 — «Justice est faite» — publiée dernièrement dans notre quotidien, dès demain commence «Le bataillon Gramsci».

A la chute du fascisme, en Italie, les soldats italiens qui avaient été entraînés dans la guerre impérialiste et qui se retrouvaient en terre étrangère, pris entre le feu des patriotes et celui des Allemands, purent se racheter en combattant aux côtés des peuples en luttant pour la libération de leur pays. C'est justement ce qui arriva en Albanie où des soldats italiens, de misérables alliés des nazis devinrent des partisans. Ils étaient animés d'un sincère esprit internationaliste, prêts à donner leur vie pour la liberté d'un autre peuple.

C'est dans la figure de Terzilio Cardinali, commandant du bataillon

Les femmes travailleuses, les femmes qui sont acculées à rester chez elle, les femmes immigrées, en bref les «madame Val d'Oise», sont invitées à traiter de leurs revendications pendant une après-midi, — «Une après-midi pour vous» — dans le cadre de l'année internationale de la femme.

Quand nous faisons journée double, quand nous sommes acculées à rester au foyer, quand nous connaissons le chômage, quand nous devons avoir un salaire moindre que les hommes pour un travail équivalent,

UNE APRÈS-MIDI DANS L'ANNÉE C'EST PEU POUR PARLER DE NOS LUTTES.

Venons-en à cette rencontre à laquelle le PCF nous convie : un débat opposera la presse féminine aux femmes «communistes».

QUELLE PRESSE FÉMININE ?

Le magazine «Parents», l'hebdomadaire «Elle», «Bonnes soirées» le journal pour vivre heureux, «Cosmopolitan» revue pour l'émancipation érotique et sexuelle de la femme (CES TITRES SE PASSENT DE COMMENTAIRES) et la liste s'allonge avec «Antoinette» presse féminine de la CGT et «Heures claires» revue de l'Union des femmes françaises (PCF). Quelle surprise ! La presse des femmes «communistes» se trouve au même rang que la presse bourgeoise et

QUAND LE PCF S'ADRESSE AUX FEMMES... ON CROIT ENTENDRE MENIE GRÉGOIRE ET MADAME SOLEIL

pourrie consacrée aux femmes. Mais au fond c'est bien là sa place.

Ceci n'est qu'une partie du programme de réjouissance : le débat sera suivi d'un défilé de mode printemps-été 76 ; ainsi les femmes en lutte n'auraient qu'une idée : être à la mode !!! C'est vrai que nos salaires nous le permettent ! D'ailleurs sur les lieux de ces démonstrations nous pourrions choisir nos cadeaux de fin d'année : céramiques, soies peintes, étains, et acclamer le mot d'ordre «contre la vie chère, union populaire» !!!

Et ces soi-disant communistes concluent : «Le PCF un parti pour les femmes aussi».

ET BIEN NON ET NON, nous femmes en lutte contre le capitalisme et tous ses défenseurs, NOUS DISONS NON A CES TRAITRES qui veulent nous faire avaler la sauce bourgeoise en la saupoudrant de deux mots de vocabulaire socialiste.

Jamais nous n'oublierons le combat héroïque de Louise Michel, de Clara Zetkin, des femmes soviétiques des années 17, des femmes indochinoises, des femmes résistantes de la seconde guerre mondiale, des femmes algériennes, des femmes chinoises et albanaises qui édifient le socialisme et de toutes les femmes qui se lèvent chaque jour davantage pour changer le monde.

A Marchais, et compagnie, nous disons : «Vous nous trahissez, vous trahissez le marxisme-léninisme».

Une lectrice d'Argenteuil

NORD-FINISTÈRE :

300 PERSONNES A PLOUARZEL CONTRE UNE CENTRALE

Samedi dernier, à l'appel du comité local d'information sur la centrale, 300 personnes dont de nombreux paysans ont manifesté de Ploumoger à Plouarzel afin de protester contre l'expulsion d'une trentaine de petits paysans à Brentech et Porsmoguer, lieu où doit être construite une centrale nucléaire.

Le maire de Plouarzel a déclaré qu'il démissionnerait si le projet était maintenu par la force.

Les paysans-travailleurs ont contribué à populariser et à accroître la vigilance des paysans et des autres travailleurs devant ce projet.

Certains d'entre eux ont bien souligné qu'il ne s'agissait pas de lutter contre le principe de l'énergie nucléaire (encore que les centrales doivent garantir la sécurité absolue pour la population environnante), mais de s'opposer à des expropriations de petits paysans — dont beaucoup de jeunes installés —, alors que la région subit depuis des années le malheur de l'exode rural.

L'ensemble de la population des cantons concernés est bien décidé à ne pas laisser les ingénieurs de l'EDF commencer leurs études du terrain.

Une affaire à suivre. Informations transmises par des paysans communistes marxistes-léninistes de la région.

RÉGION RHÔNE-ALPES COLÈRE DES AVICULTEURS

Mardi matin, les aviculteurs (producteurs d'œufs) des départements de l'Ain et de la région Rhône-Alpes ont manifesté leur colère à Bourg-en-Bresse en barant les accès importants de la ville en signe de protestation.

La spéculation des intermédiaires et du négoce de ce secteur de l'alimentation a complètement déséquilibré le marché régional en faisant baisser rapidement les prix de vente à la production, par l'achat massif d'œufs dans d'autres régions. Cela alors même que la production régionale permet d'alimenter normalement les consommateurs.

Les aviculteurs ont réclamé que l'État monopoliste cesse de soutenir un tel trafic.



25 millions pour le 15 janvier

DE QUEL MATÉRIEL DISPOSONS-NOUS ?

Cette fois, ça y est ! La souscription est ouverte ; c'est un grand effort qu'il nous faudra soutenir les jours qui viennent.

Les raisons de cette souscription, nous les avons expliquées à plusieurs reprises : la nécessité de mettre le journal en kiosques à Paris comme en province et le coût d'une telle entreprise.

De quels moyens disposons-nous pour rassembler cette somme :

- un calendrier pour l'année 76, dont le prix minimum est de 10 F.

- une pochette de 8 cartes postales à thèmes révolutionnaires. Prix minimum : 20 F.

Voilà le matériel dont nous disposons pour la souscription. Nous ne sommes pas des marchands mais bien des militants, et ce matériel à thème révolutionnaire contribuera à faire connaître nos idées et notre

action. Il nous permettra de mesurer aussi leur influence autour de nous. Si nous travaillons bien, notre stock de cartes postales et d'almanachs révolutionnaires sera bien vite épuisé !

Voilà pourquoi aussi, nos prix sont des *prix minimum* ; inutile d'insister : de nombreux amis nous ont devancés, à prendre les cartes ou le calendrier pour des sommes de souscription très supérieures au prix fixé.

Rassembler 25 millions n'est pas une petite affaire : nos lecteurs, nos amis, ne sont pas très argentés. Et pour cause ! Mais ils sont de plus en plus nombreux ! C'est là la grande force qui nous permettra d'atteindre cet objectif.

De l'audace dans la souscription, et nous gagnerons. Chaque jour dans nos colonnes nous ferons une place pour la bataille engagée. A demain !



SUR LE FRONT CULTUREL

**La gestion « démocratique » de la culture
QUAND LE PCF ET LA CGT LICENCIENT**

Dans un bon nombre de Maisons des jeunes et de la culture, on parle de « projet démocratique pour une culture populaire ». On nous dit que ce projet démocratique vise à développer la vie associative, la participation et l'exercice de ses responsabilités par l'adhérent.

En réalité ces mots généraux n'apportent rien de nouveau : les MJC régies par la loi 1901, avec élection d'un conseil d'administration, à l'échelon supérieur d'un conseil régional, etc. C'est ce conseil régional qui embauche... et qui vient de licencier le directeur, P. Marie, de la MJC-Rennes-Centre, à Rennes, sur l'avis de 3 rapports : celui du Conseil d'administration de la MJC, celui de l'inspecteur Jeunesse et Sport, et enfin celui du délégué régional Métyer.

De quel projet démocratique ces messieurs veulent-ils parler quand on sait :

- que ce délégué régional est membre de la CGT et qu'il nous dit se battre pour la garantie de l'emploi,

- que ce délégué est en réalité patron puisqu'il fait partie du conseil régional (les deux casquettes ne semblent pas le gêner : c'est pratique, suivant le vent c'est tantôt l'une, tantôt l'autre...).

- que ce syndicaliste dévoué a fait porter le poste du directeur comme vacant avant même que le licenciement soit prononcé,

- que ce même délégué enfin a fait un rapport qui demande le licenciement contre l'avis du conseil d'administration de la MJC (celui-ci soutient son directeur, comme d'ailleurs les adhérents).

Notons au passage que P. Marie est syndiqué CFDT, et que les autres directeurs des MJC de Rennes sont CGT et qu'ils ne le soutiennent absolument pas.

En réalité sous une soi-disant « incapacité professionnelle » se cachent d'autres motifs de licenciement, car le conseil d'administration de la MJC-Rennes-Centre et son directeur se sont trouvés à mener une action qui ne cadrerait pas avec les objectifs du PCF sur Rennes, dans le domaine culturel. Des objectifs très simples : dominer le secteur des loisirs à Rennes par tous les moyens. Leurs actions menées par le passé, comme celle d'aujourd'hui sont là pour le prouver.

La démocratie dans leur « projet » ça n'existe pas.

Un lecteur de Rennes

ROUTAGE 205

Nous informons nos abonnés de province que nous avons commencé depuis une semaine la mise en application du « routage 205 », service postal permettant l'acheminement du journal dans le plus court délai.

En principe, désormais, dans toute la France, sauf la région parisienne, l'HR doit donc parvenir aux abonnés le jour même dont elle porte la date.

Nous prions tout abonné qui constaterait des retards dans la réception de nous les signaler immédiatement, pour que nous

puissions en rechercher la raison et la corriger aussitôt.

Il est aussi possible, dans ce cas, que l'abonné intervienne lui-même auprès de son bureau de poste en signalant qu'il s'agit d'un « routage 205 » et qu'il doit recevoir son abonnement dans le délai normal prévu par ce routage. Ne pas accepter les explications de certains receveurs prétendant que ce retard provient de l'expédition. Dans un cas précis, déjà, la fermeté d'un abonné en présence de cette explication a eu total gain de cause.

**Une nouvelle brochure très importante :
SUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES**

Discours traduit de Ernst Aust
président du Parti communiste d'Allemagne
(marxiste-léniniste)

Dans une nouvelle collection des Éditions du Centenaire :
« *Marxisme-léninisme au combat* »

Se la procurer (prix : 4,50 F) :

E-100
24, rue Philippe de Girard
Paris 10^e

Les Herbes sauvages
70, rue de Belleville
Paris 20^e
(Nous ferons une présentation de cette brochure dans le prochain numéro)

La Force du livre
33, rue Layn aud
69005 Lyon

**Le premier
jour du monde**



Le second volume de la vie de Mao Tse-toung, écrit par Han Suyin, est en vente. Comportant 466 pages, il est vendu 50 F. Edité chez Stock, il porte en sous-titre « Mao Tse-toung et la Révolution chinoise - 1949-1975 ». Il est traduit de l'anglais, langue dans laquelle il a été publié, sous le titre « Wind in the towers ». Il a été revu et corrigé dans notre langue par l'auteur avec l'assistance de Madame Michelle Loi.

Nous en assurerons la présentation dans le meilleur délai possible, c'est-à-dire dès que lecture en aura été achevée par nos rédacteurs.

Nous demandons à nos lecteurs de réserver leur clientèle aux librairies qui sont en rapport avec nous, notamment « Les Herbes sauvages », 70, rue de Belleville à Paris (20^e) et « La Force du livre », 33, rue René-Leynaud à Lyon (5^e).

A paraître prochainement le No 4 de décembre 1975 de :

LA JEUNE GARDE ROUGE
organe central de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France.

Au sommaire notamment :

- Déclaration de la direction nationale de la JCMLF sur la lutte contre le chômage.
- La jeunesse c'est l'avenir du monde (2^e partie).
- « 10 jours qui ébranlèrent le monde », sur la Révolution d'Octobre 1917.
- Le chômage des jeunes en Lot-et-Garonne.
- Les conditions de vie des jeunes apprentis.
- Déclaration de la Direction nationale de la JCMLF sur l'armée.
- Algérie, l'avenir appartient aux jeunes.
- Franco mort, le combat continue.
- Les luttes étudiantes, etc.

Passer dès maintenant vos commandes à :

L'HUMANITÉ ROUGE
8^e 293 - 75956 Paris Cedex 18
avec mention « pour la Jeune garde rouge ».
Prix de l'exemplaire : 2,50 F.

SIONISME, RACISME ET FASCISME

111 hommes, femmes et enfants, palestiniens et libanais, ont été assassinés mardi par l'aviation sioniste. Des dizaines d'autres ont été gravement blessés.

Voilà le sionisme sous son vrai visage. Raciste et fasciste. Le sionisme, ce sont les bombes lâchées délibérément sur la population des camps palestiniens pour essayer de briser sa volonté de résistance. Le sionisme n'a rien à envier à la barbarie nazie. L'existence de l'État d'Israël repose sur de tels crimes et son histoire n'en est qu'une succession.

Que diront-ils aujourd'hui ces faiseurs de mensonges qui ont crié au scandale parce que l'ONU a décidé d'appeler les choses par leur nom en définissant le sionisme comme une forme de racisme ? Ils vont se taire, vite passer sur la nouvelle, chercher à justifier le crime. Car ces belles âmes d'«humanistes» ne sont rien d'autre en réalité que des racistes pour lesquels des vies d'Arabes ne valent rien.

La lecture de la presse de ce mercredi matin est éloquent à ce sujet. Des dizaines de Palestiniens sont assassinés, croyez-vous que ces messieurs s'en émeuvent ?

«Le Figaro» y consacre trois lignes dans un coin de page une. Il a vu le racisme, oui, mais... le racisme «antipatrons».

«L'Aurore» égale à elle-même titre : «Le train des otages»... Il faut aller en bas de page trois pour apprendre que des Palestiniens ont été tués.

N'oublions pas «L'Humanité» qui se dit amie des Palestiniens. Vous chercherez vainement à la une une quelconque protestation.

Par contre, en énormes caractères, vous verrez un titre sur les grèves soupapes de mardi. Il faudra aller en bas de page deux pour apprendre la nouvelle.

Pour tous ces gens la vie des hommes, des enfants, des femmes palestiniens, est décidément de bien peu de prix.

Mais qu'on ne s'y trompe pas. Ces nouveaux crimes sionistes, qui se veulent une démonstration de force matérielle, sont un aveu de faiblesse. Car aujourd'hui l'histoire avance en faveur du peuple palestinien dans tous les domaines. Sur le plan diplomatique l'OLP a remporté d'éclatants succès, le sionisme est condamné par l'immense majorité des pays du monde.

En Palestine occupée, tout dernièrement de grandes manifestations du peuple palestinien ont eu lieu. Les actions armées en territoire occupé se développent. Rien n'a pu et rien ne pourra arrêter la marche du peuple palestinien vers la libération de sa patrie occupée. La meilleure preuve n'en est-elle pas que quelques heures après les bombardements, la Résistance palestinienne frappait l'ennemi en plusieurs endroits de la Palestine occupée, tandis qu'à l'ONU la voix de l'OLP se faisait entendre.

Mardi soir à Paris :

MEETING DE SOUTIEN A LA LUTTE DU PEUPLE PORTUGAIS

Le cinéma Ménil-Palace faisait salle comble mardi soir pour le meeting de soutien à la lutte du peuple portugais contre les deux superpuissances organisés par le CILA et le MIL. L'intervention commune à ces deux organisations anti-impérialistes devait mettre notamment en évidence la volonté du social-impérialisme russe de faire main basse sur le Portugal, et le rôle joué dans ce but par le parti social-fasciste de Cunhal. La responsabilité de ce dernier dans le récent coup d'Etat avorté était clairement mise en lumière ainsi que la victoire qu'a constituée son échec. Mais l'intervention soulignait que la lutte du peuple portugais pour son indépendance se poursuivait.

«La lutte du peuple portugais va continuer car l'ennemi à abattre c'est le social-impérialisme russe, c'est ce nouvel Hitler qu'est Brejnev, ses hordes barbares et ce nouveau kollabo qu'est Cunhal. N'oublions jamais que le PCP a pu faire ce qu'il a fait parce qu'il avait cette superpuissance agressive et montante qu'est l'URSS avec lui. C'est l'URSS de Brejnev qui lui a donné sa force et non pas le peuple portugais. Car le PCP est haï et rejeté par les masses portugaises. Lui et ses acolytes représentent moins

de 18 % de l'électorat. Aujourd'hui il reste toujours aussi dangereux car l'URSS est chaque jour plus prétentieuse et parce que le Portugal reste un enjeu de taille... Sa domination permettrait le contrôle du passage de la Méditerranée à l'Atlantique ; sa domination permettrait au social-impérialisme russe de refermer sa tenaille sur l'Europe, de faire joindre sa flotte de Méditerranée à sa flotte du Nord, coupant ainsi tout approvisionnement de l'Europe en cas d'agression. Brejnev ne s'y est pas trompé. Il a indiqué : ce qui se passe au Portugal "a une signification paneuropéenne, voire mondiale". Seulement voilà, Brejnev est un ennemi du peuple portugais et ses ambitions ont été mises en échec.»

Tout en montrant ainsi clairement que le social-impérialisme russe constitue le danger principal au Portugal, l'intervention soulignait également le danger qu'y représente l'impérialisme US et ses manœuvres pour y défendre ses intérêts.

Comme le soulignait un orateur, ce meeting aura été important, étant l'un des premiers à soutenir réellement la lutte du peuple portugais pour l'indépendance nationale et la démocratie.

**MANIFESTEZ MASSIVEMENT
CONTRE LES CRIMES RACISTES ET LES EXPULSIONS
DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS !
JEUDI 4 DÉCEMBRE A 18h 30, PLACE DE LA BASTILLE
(Côté rue de la Roquette)**

A l'appel de l'Union des communistes de France (marxiste-léniniste) (UCFML) et de l'Humanité Rouge

Crimes sionistes, riposte palestinienne

Il était dix heures mardi quand des avions israéliens ont bombardé les camps palestiniens de Beddaoui et de Nahr al Bared, dans le nord du Liban, le premier regroupant 7 000 habitants et le second 15 000. On y décombra 76 morts et 99 blessés palestiniens et libanais. Dès le début des raids la DCA de l'armée libanaise est entrée en action, obligeant les avions à lâcher leurs bombes de très haute altitude.

A 10 h 30, c'était le camp palestinien de Nabatieh, au Sud-Liban, qui était bombardé. De nombreux habitants étaient tués.

La riposte à ces crimes ne devait pas tarder. Mardi soir, l'agence palestinienne Wafa annonçait que des kibboutz avaient été atteints par des tirs d'obus de mortier. Des roquettes étaient tirées sur Kyriat-Shmone. Pendant ce temps, le représentant de l'OLP à l'Assemblée générale des Nations Unies dénonçait les crimes sionistes et rejetait de nouveau la résolution 242 du Conseil de sécurité de l'ONU.

DEUX MARXISTES-LÉNINISTES PENDUS EN INDE

On apprend que lundi deux marxistes-léninistes (ceux que l'on appelle les Naxalites du nom de la révolte paysanne de Naxalbari) ont été pendus à Hyderabad, capitale de l'Andhra Pradesh. C'est là un nouveau crime de la protégée du social-impérialisme russe : la fasciste Indira Gandhi.

Journée nationale «d'action» CGT-CFDT du 2 décembre :

La manifestation à Paris : LE CŒUR N'Y ÉTAIT PAS

Placée dans le cadre des traditionnelles journées dites «d'actions», avec quelques mini-débrayages (un peu plus longs à la SNCF), la manifestation qui s'est déroulée à Paris ne visait pas plus que d'habitude à mobiliser la classe ouvrière et les autres travailleurs dans la lutte classe contre classe. Mais la crise du capitalisme va en se développant, les travailleurs ne veulent pas en faire les frais et saisissent toute occasion pour manifester leur mécontentement. C'est ce mécontentement profond que cherchent à utiliser les dirigeants traîtres à la classe ouvrière (et plus particulièrement les dirigeants du PCF comme Ségué) et à le placer dans l'orbite du cadavre politique encore baptisé «Programme commun».

Ici et là on a pu voir des sections syndicales combattives, surtout dans le secteur «Bâtiment-construction-bois», des sections CFDT qui ne s'en laissent pas conter sur les solutions bourgeoises dites de «gauche» à la crise. Néanmoins, dans ce genre de manifestation, le moral n'y est pas. Les travailleurs, qui sont mécontents, y vont plus par habitude qu'autre chose. Mais la seule perspective, certains travailleurs l'entrevoient et l'expriment notamment par le slogan «Union, action révolution !»

Ceyrac à Nancy :

«IL FAUT S'ATTENDRE A DE NOUVEAUX LICENCIEMENTS»

Ceyrac, président du syndicat patronal (le CNPF), a déclaré mardi à Nancy qu'il fallait «s'attendre à de nouveaux licenciements».

«Dans la situation actuelle, a-t-il poursuivi, les effectifs présents dans les entreprises sont supérieurs globalement aux besoins réels».